

BRUPARTNERS

Boulevard Bischoffsheim 26 – 1000 Bruxelles

☎ : 02/205.68.68

🌐 : www.brupartners.brussels

✉ : brupartners@brupartners.brussels (général)

✉ : communication@brupartners.brussels (presse)

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Bruxelles ne peut plus attendre : les interlocuteurs sociaux veulent agir avec le Gouvernement en affaires courantes



Bruxelles, Belgique - le 01-10-2025 : À l’occasion du Sommet social¹ du 1^{er} octobre 2025, les interlocuteurs sociaux réunis au sein de BRUPARTNERS ont rappelé l’urgence d’agir pour Bruxelles. Seize mois après les élections, la Région reste sans Gouvernement de plein exercice. Dans ce contexte de crise institutionnelle, et au vu de la situation extrêmement préoccupante dans laquelle se trouve Bruxelles, l’inaction n’est plus une option.

¹ Le Sommet social est une réunion organisée dans le cadre du Comité bruxellois de concertation économique et sociale (CBCES). Pour en apprendre plus sur le Sommet social, visitez le site Internet du [Comité bruxellois de concertation économique et sociale](http://www.comite-bruxellois-de-concertation-economique-et-sociale.be).

Ce Sommet social a été l'occasion pour les interlocuteurs sociaux de rappeler avec force [leurs 10 priorités urgentes](#), adoptées en juin dernier. Ces mesures minimales doivent être mises en œuvre sans délai. Forts de leur expertise socio-économique et de leur représentativité, ils se déclarent prêts à collaborer étroitement avec le Gouvernement en affaires courantes et le Parlement pour avancer.

Un Sommet social sous le signe de l'urgence et du dialogue

Le Sommet social est une **rencontre annuelle entre le Gouvernement et les interlocuteurs sociaux bruxellois** – représentants des employeurs, des classes moyennes, du secteur non-marchand et des travailleurs des secteurs privés et publics.

Cette année, il a pris place dans un contexte particulier : Bruxelles est sans Gouvernement de plein exercice depuis plus d'un an, ce qui empêche des décisions vitales pour les citoyens, les associations et les entreprises. Pourtant, « **même en affaires courantes, le Gouvernement dispose de la légitimité nécessaire pour agir sur des dossiers qualifiés d'urgents, ou liés à des réformes déjà engagées au niveau fédéral** », explique Florence LEPOIVRE, Présidente de BRUPARTNERS. Les interlocuteurs sociaux rappellent l'urgence d'agir et sont prêts à apporter leur soutien et leur expertise pour épauler le Gouvernement dans l'exercice de ses fonctions.

Des conséquences concrètes pour Bruxelles : une Région entière fragilisée

Le blocage politique touche aujourd'hui tous les piliers du développement bruxellois. Sur le plan budgétaire et financier, l'absence de Gouvernement de plein exercice **retarde l'adoption d'un budget 2026 à la hauteur des enjeux auxquels Bruxelles est confrontée, freine l'indexation des subsides et de certaines allocations et laisse certaines politiques sous cloche** alors qu'elles sont bénéfiques pour les entreprises, les ménages et les objectifs climatiques comme Renolution.

La réforme fédérale limitant les allocations à un an, avec plus de 40.000 Bruxellois exclus dans le premier semestre 2026, va accroître la précarité dans une Région où plus qu'un quart des habitants vit sous le seuil de risque pauvreté, sans qu'une réponse coordonnée ne puisse être déployée.

L'attractivité économique se trouve également en péril : retards dans les grands chantiers de mobilité, incertitude pour les investisseurs et perte de compétitivité face aux autres Régions.

Enfin, le secteur social et de la santé voit ses besoins croître – santé mentale, aide aux sans-abris, soins de première ligne – alors que de nombreuses structures fonctionnent avec des subsides « facultatifs » et des **perspectives limitées à quelques mois et des enveloppes de plus en plus étroites**.

Pour les interlocuteurs sociaux, il est urgent de rompre cette gestion au coup par coup : « *Bruxelles ne peut plus être administrée trimestre par trimestre* », rappellent-ils, appelant à des décisions immédiates pour sécuriser ces quatre domaines essentiels.

Une main tendue : 10 priorités pour agir dès maintenant

Pour BRUPARTNERS, il ne s'agit pas d'attendre un nouvel exécutif pour avancer. **Les interlocuteurs sociaux ont présenté en juin 10 mesures urgentes à activer immédiatement** : sécurisation du budget 2025-2026, financement des subsides sociaux et économiques, relance de Renolution, Task Force pour faire face à la réforme fédérale du chômage, investissements prioritaires dans la mobilité et la sécurité...

Ces mesures minimales sont techniquement faisables en affaires courantes, sans préjuger des choix politiques d'un futur Gouvernement.

Et l'avenir est déjà préparé : [une liste élargie de 48 priorités](#) a été finalisée en juillet pour nourrir le programme socio-économique de la prochaine législature. « **Nous sommes prêts, dès demain, à**

travailler avec un Gouvernement de plein exercice sur des réformes structurelles, mais nous devons dès aujourd'hui protéger l'essentiel », souligne BRUPARTNERS.

BRUPARTNERS, le **Conseil économique et social bruxellois**, est l'**instance principale de la consultation et de la concertation socio-économique** de la Région de Bruxelles-Capitale. BRUPARTNERS est un organe paritaire qui rassemble les interlocuteurs sociaux bruxellois, à savoir un nombre égal de **représentants patronaux** (banc patronal) et de **représentants des travailleurs** (banc syndical).

Contact Présidence de BRUPARTNERS

Florence LEPOIVRE (Présidente)

✉ florence.lepoivre@fgtb.be

☎ 0476/21.12.38

Lisa ISNARD (Vice-Présidente)

✉ li@beci.be

☎ 0495/36.01.64

Contact dossier

Alexis GÉRARD

✉ agerard@brupartners.brussels

☎ 02/205.68.67